



Les Echos



MERCREDI 10 AVRIL 2024

Vin La question du « juste prix » agite le vignoble bordelais et les distributeurs // P. 19

Défense Emmanuel Macron accentue la pression sur les industriels // P. 17



Le dérapage du déficit met la majorité à cran

- Bercy dévoile sa nouvelle trajectoire budgétaire d'ici à 2027. ● Le déficit devrait être proche de 5 % à 5,1 % en 2024, contre 4,4 % prévus auparavant. ● 10 milliards d'économies supplémentaires à trouver cette année.
- La situation provoque de fortes tensions entre Emmanuel Macron et Bruno Le Maire.

// PAGES 2-3 ET L'ÉDITORIAL D'ÉTIENNE LEFEBVRE PAGE 14

Xavier Popy/RÉA et iStock

Atos : bras de fer en vue avec les actionnaires

INFORMATIQUE Au pied du mur depuis l'échec des négociations avec Daniel Kretinsky et Airbus, Atos a proposé une solution radicale pour se désendetter : effacer la moitié de sa dette, potentiellement via une conversion en titres. Les créanciers d'Atos pourraient donc arriver au capital, diluant « significativement » les actionnaires actuels, alors que le groupe ne vaut déjà plus que 217 millions d'euros en Bourse. Parallèlement, Atos cherche 1,2 milliard d'euros. Les créanciers doivent faire leurs offres d'ici au 26 avril. L'Etat est aussi entré dans le jeu, en apportant un prêt de 50 millions. Tous les regards se portent maintenant vers les créanciers et sur David Layani, le premier actionnaire, qui doit présenter son plan de reprise. // PAGE 20 ET « CRIBLE » PAGE 30



Niviere Davila/Abacopress.com

Productivité : l'écart se creuse entre les Etats-Unis et l'Europe



iStock

CONJONCTURE En matière de productivité, l'écart n'en finit pas de se creuser entre l'Europe et les Etats-Unis. Le PIB par heure travaillée a encore reculé de 1 % dans la zone euro en 2023, quand il augmentait de 1,5 % outre-Atlantique. L'investissement dans les technologies de l'information, bien supérieur aux Etats-Unis, est une explication. L'accès au capital en est une autre. Le manque d'investissements publics et la baisse du niveau scolaire sont aussi pointés. // PAGE 6

HP vous aide à optimiser votre informatique

PC portable HP EliteBook équipé de la plateforme Intel vPro®



avec



LesEchos

SUR



DOMINIQUE SEUX
DANS « L'ÉDITO ÉCO »
À 7H45
DU LUNDI AU VENDREDI

M 00104 - 410 - F: 3,60 €



ISSN0153.4831 117^e ANNÉE
NUMÉRO 24188 30 PAGES

Antilles-Réunion 4,70 €. Belgique 4,20 €. Espagne 5,10 €. Luxembourg 4,40 €. Maroc 44 DH. Suisse 6,60 FS. Tunisie 9,8 TND.

analyses

Inde : Modi, les clés d'une décennie de succès

Par Alexis Karklins-Marchay

A 73 ans, le Premier ministre indien, Narendra Modi, devrait obtenir haut la main un troisième mandat, en juin. Depuis son arrivée en 2014, les privatisations, la libéralisation de l'économie et des efforts massifs sur les infrastructures ont permis au pays continent d'afficher une croissance insolente et de devenir la cinquième puissance mondiale. Mais le « modisme » a aussi sa face sombre, marquée par un autoritarisme qui amène aujourd'hui à considérer l'Inde comme une démocratie « imparfaite », voire « illibérale ». // PAGE 10



France-Sénégal : un avenir incertain

par Pierre Favennec

Dette publique : à quand la crise ?

par Emmanuel Combe

Des contrats écologiques pour l'agriculture

par C. Saint-Etienne

L'eau polluée, cauchemar moderne

par Gaspard Koenig

// PAGES 9 À 11

L'or bat un nouveau record, les Français se ruent vers les comptoirs

MÉTAUX PRÉCIEUX L'or continue de grimper. Il s'est échangé à 2.365,35 dollars l'once mardi. La perspective de la baisse des taux directeurs aux Etats-Unis soutient les cours. Pour les investisseurs, le métal jaune fait office de valeur refuge concurrente des emprunts d'Etat américains. Les nouveaux records incitent les particuliers à pousser la porte des comptoirs d'or, ces mystérieuses boutiques pour revendre leurs bijoux et leurs pièces. C'est la ruée pour vendre, comme pour acheter. Mais la folle ascension du métal jaune attise aussi la convoitise des escrocs. Gare aux arnaques. // PAGES 13 ET 15

Thales Alenia Space au secours de la mission ExoMars

SPATIAL

L'industriel franco-italien va superviser la conception du module qui posera le rover Rosalind-Franklin sur Mars.

Florian Maussion

ExoMars renaît une nouvelle fois de ses cendres. Sur le carreau depuis 2022 et l'arrêt brutal d'une grande partie des partenariats qui liait l'agence spatiale russe avec ses homologues occidentales, la mission européenne, qui doit poser un rover à la surface de Mars, va reprendre son cours sous la houlette de Thales Alenia Space.

La coentreprise entre le français Thales et l'italien Leonardo a annoncé mardi matin avoir signé un contrat avec l'Agence spatiale européenne (ESA), d'un montant de 522 millions d'euros. Celui-ci « couvre le développement du module de rentrée, descente et atterrissage et les activités de maintenance et mise à niveau des véhicules déjà fabriqués pour la mission de 2022 », précise la firme, qui ajoute que « les objectifs scientifiques de la mission d'origine sont préservés ».

Atterrissage périlleux

On aurait pourtant pu croire que le phénix ExoMars s'était irrémédiablement brûlé les ailes. La rupture avec les Russes a privé ce programme à 1,3 milliard d'euros – avant la dernière rallonge – de deux éléments clés : son lanceur Proton et, surtout, son module de descente et d'atterrissage. Le tout à quelques mois du décollage, alors programmé en septembre 2022.

S'il est plutôt aisé de trouver un lanceur de remplacement, la mise au point d'un nouveau module capable de poser le rover, baptisé « Rosalind-Franklin », à la surface de Mars est

une autre affaire. L'échec de l'atterrisseur expérimental européen Schiaparelli, premier de cordée du programme ExoMars, en 2016, a rappelé toute la difficulté de l'opération.

Le hardware russe hors-jeu, l'ESA a d'abord pensé se tourner vers la Nasa. Mais les contraintes budgétaires et politiques propres à l'agence spatiale américaine, qui peine déjà à obtenir les financements pour son propre programme martien, ont rapidement écarté cette alternative.

Restait l'option d'un développement européen, plus longue, mais qui présente l'avantage d'accroître l'autonomie spatiale du Vieux Continent par l'acquisition de technologies critiques. Déjà à la tête du consortium industriel chargé de mettre au point le rover et plusieurs autres éléments clés, Thales Alenia Space a donc été appelé à la rescousse.

Départ prévu en 2028

« Le contrat ExoMars renforce [notre] position en tant que chef de file du domaine de l'exploration spatiale », a déclaré son PDG, Hervé Derrey, cité dans un communiqué. La coentreprise franco-italienne mettra notamment au point le parachute et le bouclier arrière de la capsule de rentrée, tandis que le bouclier avant et la protection thermique seront conçus par ArianeGroup, maître d'œuvre de la fusée

Le calendrier prévoit désormais un décollage fin 2028 et une arrivée sur Mars en 2030. A la surface de la planète rouge, Rosalind-Franklin partagera avec ses homologues américains déjà sur place la mission d'y traquer des traces de vie ancienne, avec un avantage comparatif : sa foreuse capable de prélever des échantillons jusqu'à deux mètres de profondeur, bien au-delà de ce qui a été fait jusqu'ici. Un argument qui a grandement contribué à sauver le soldat ExoMars de la tempête qu'il a dû traverser. ■

BioMérieux dévoile son plan stratégique à moyen terme

SANTÉ

Le groupe familial vise à remonter la rentabilité au niveau de la moyenne du secteur et à faire croître les ventes de 7 % par an.

Myriam Chauvet

Pour bioMérieux, l'exercice est inédit. Lors d'une présentation aux investisseurs mardi matin, le groupe familial lyonnais, leader mondial du diagnostic in vitro des maladies infectieuses, donne pour la première fois aux marchés sa stratégie à moyen terme, avec des objectifs à 2028. Son nouveau directeur général, Pierre Boulud, successeur en juillet 2023 d'Alexandre Mérieux (qui garde la présidence) bouscule les habitudes de la maison, qui ne donnait traditionnellement que des prévisions à un an. « L'enjeu de ce plan stratégique est d'accroître la rentabilité, tout en continuant à investir comme aujourd'hui, 12 % du chiffre d'affaires en R&D, ce qui est le ratio le plus élevé du secteur », souligne Pierre Boulud dans un entretien aux « Echos ».

La croissance de bioMérieux a décollé depuis le Covid. « Entre 2019 et 2023, nous sommes passés de 2,7 à 3,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires et grâce aux tests Covid, le diagnostic est rentré dans les mœurs. Aujourd'hui, ça devient un réflexe d'identifier le pathogène en cause dans une maladie, respiratoire ou pas », remarque Pierre Boulud.

Décentraliser le diagnostic

La croissance des ventes devrait rester soutenue d'ici à 2028. Elle a été de 6,6 % sur un an au premier trimestre (+9,8 % à taux de change et périmètre constants). L'objectif est +7 % par an de 2024 à 2028, hors acquisitions. « La croissance sera tirée par nos tests non respiratoires (gastro-intestinal, méningite etc.) identifiant 20 à 30 virus et bactéries en une heure et par Spotfire, un équipement de diagnostic décentralisé des infections respiratoires en 15 minutes, contre une heure normalement », souligne le diri-



Le groupe lyonnais est leader mondial sur les diagnostics de maladies infectieuses et la microbiologie.

geant. Décentraliser le diagnostic signifie qu'il n'est plus réservé aux laboratoires de biologie médicale. Spotfire est utilisable par des non-techniciens et installé où on veut.

Mais la France, contrairement aux Etats-Unis, a un carcan d'interdictions. « Sans adapter la réglementation, en France, Spotfire peut déjà désengorger les urgences si on l'y installe, remarque le dirigeant. Il évite d'effectuer aux urgences des prélèvements expédiés au laboratoire de l'hôpital qui renvoie les résultats aux urgences pour décider du traitement », décrit Pierre Boulud. En adaptant la réglementation française qui réserve le diagnostic aux laboratoires, on pourrait contrer les déserts médicaux en équipant les maisons de santé locales. Lancé en 2023, Spotfire devrait générer 80 millions de chiffre d'affaires cette année et 450 millions en 2028.

7 % de croissance par an devrait aboutir, à taux de change constants, à 5,15 milliards d'euros de ventes en 2028. En fait, bioMérieux risque d'être plutôt à 4,5 milliards car les effets de change négatifs devraient se poursuivre. L'euro fort minore les ventes hors zone euro. Pour réduire les effets de change, il faudrait une production plus locale. En Chine,

son deuxième marché (7 % de ses ventes) derrière les Etats-Unis (45 % des ventes), bioMérieux a démarré une usine locale en décembre 2023, pour le marché domestique. Le reste ne devrait guère bouger. « Nous produisons surtout aux Etats-Unis et en France où nous avons 4.000 de nos 15.000 collaborateurs, même si la France ne représente que 7 % de nos ventes », détaille Pierre Boulud.

Le plan stratégique compte accroître la rentabilité par d'autres moyens qu'un déplacement de la production : plus d'automatisation des usines, d'efficacité des fonctions supports (par exemple par de l'intelligence artificielle pour la veille sur la littérature médicale et la propriété intellectuelle) et une simplification de l'organisation commerciale. L'objectif est de remonter la marge opérationnelle (Ebit) de 16,6 % actuellement à 20 % en 2028, ce qui est la moyenne du secteur. Tout en continuant d'innover par R&D en interne ou par des acquisitions.

Séquençage génétique

Aujourd'hui, bioMérieux est leader mondial sur les diagnostics de maladies infectieuses (pour identifier les pathogènes) et la microbiologie (pour mesurer quel antibiotique

donner à un patient). Mais sur l'ensemble des diagnostics in vitro, il n'est que sixième mondial, loin derrière le leader Roche Diagnostics. Car le français est absent de segments en forte croissance comme l'oncologie ou la génétique et son plan stratégique n'adresse pas la question. N'est-ce pas dangereux d'ignorer la médecine génomique, qui est en plein essor ? « Aujourd'hui, on se cantonne aux maladies infectieuses. Mais il n'est pas exclu de se diversifier un jour dans d'autres segments du diagnostic in vitro », estime Pierre Boulud.

BioMérieux a récemment pris 7 % du capital de la biotech anglaise Oxford Nanopore, qui a un séquenceur génétique concurrent de celui du leader, Illumina. C'est pour développer un suivi des mutations des virus des maladies infectieuses, mais rien n'empêche de faire plus un jour, la preuve : dans le passé, bioMérieux avait pris 10 % de l'américain Specific Diagnostics, avant de l'acquiescer à 100 % en 2022. « Nous avons une capacité d'endettement de 4 milliards d'euros », indique Pierre Boulud.

Lire « Crible » Page 30

annonces judiciaires & légales

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Égalité - Fraternité

COMMUNE DE CHARS

Rappel - Avis de mise à l'enquête publique de la carte communale et du zonage d'assainissement pluvial

En application des dispositions de l'arrêté de Madame la Maire de la Commune de Chars du 07/02/2024, le zonage d'assainissement pluvial sera soumis à l'enquête publique durant 30 jours, du 10 avril 2024 au 13 mai 2024.

Madame Dalida DA COSTA ALVES, inscrite sur la liste d'aptitude départementale au titre de l'année 2023 à la fonction de commissaire-enquêteur, est nommée par le président du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, commissaire-enquêteur par la décision N° E2300054/95 en date du 31/10/2023, pour conduire cette enquête.

Madame le commissaire-enquêteur siègera à la mairie de la Commune de Chars, en lors de 3 permanences ci-après précisées et toutes observations pourront lui être adressées par écrit à son nom et à l'adresse postal de la Mairie.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier d'enquête publique sera consultable :

- En version papier, en mairie : 2 rue de Gisors 95750 Chars
- En version numérique, sur le site internet de la commune : www.mairiechars95.fr

Des observations et propositions pourront également être déposées pendant la durée de l'enquête publique :

- Soit par Courriel à l'adresse suivante : administration@mairie-chars.fr
- Soit les consigner sur le registre d'enquête mis à leur disposition,
- Soit les adresser par écrit à Madame le Commissaire Enquêteur à la mairie,
- afin de répondre aux demandes d'information présentées par le public, trois permanences seront assurées par Madame le Commissaire Enquêteur les jours et heures suivants :
 - le Mercredi 10 Avril 2024 de 14h00 à 17h00,
 - le Samedi 27 Avril 2024 de 09h00 à 12h00,
 - le Lundi 13 Mai 2024 de 14h00 à 17h00.

le rapport du Commissaire Enquêteur ainsi que ses conclusions motivées seront tenus à la disposition du public dans la mairie, un an après la clôture de l'enquête.

EP 24-091 / contact@publilegal.fr

La ligne de référence est de 40 signes en corps minimal de 6 points didot.

Le calibrage de l'annonce est établi de filet à filet.

Les départements habilités sont 75,78, 91, 92, 93, 94, 95 et 69.

Safran mise sur les start-up pour bousculer l'aéronautique

AÉRONAUTIQUE

Le groupe porte de 80 à 130 millions d'euros le budget de sa filiale Safran Corporate Ventures, consacrée aux investissements dans les jeunes pousses innovantes de l'aéronautique.

Bruno Trévidic

On a souvent besoin d'un plus petit que soi. C'est notamment le cas de Safran. Depuis 2015, le groupe d'aéronautique et de défense complète ses efforts de recherche et développement par des investissements dans de jeunes entreprises porteuses de projets innovants. Un mouvement très tendance au milieu de la dernière décennie, quand tous les poids lourds de l'industrie se devaient d'avoir leur start-up, gage de créativité et de modernité. C'était l'époque où le patron d'Airbus, Tom Enders, arrivait sur scène sur une moto électrique fabriquée par une imprimante 3D conçue par l'une de ses start-up... Dix ans plus tard, bon nombre de

ces jeunes pousses ont disparu, mais l'intérêt est toujours là. En témoigne la décision de Safran d'augmenter fortement la capacité d'investissement de sa filiale de capital-risque. Partie avec 30 millions d'euros en 2015, Safran Corporate Ventures vient de voir son enveloppe passer de 80 millions et 130 millions d'euros.

Un portefeuille bien garni

De quoi continuer à étoffer un portefeuille déjà bien garni. Depuis sa création, Safran CV a déjà investi 80 millions d'euros dans 22 jeunes pousses françaises et étrangères, dont 5 ont déjà quitté le nid. A cela s'ajoutent des participations dans trois fonds consacrés à l'aéronautique. « Nos investissements portent sur trois grands domaines : la décarbonation, la souveraineté et la digitalisation », explique Florent Illat, directeur général de Safran CV. Les prises de participations vont de 200.000 à 500.000 euros pour les opérations de type capital-risque et de 6 à 10 millions d'euros pour des sociétés déjà plus matures. »

Certaines sont liées aux activités de motoriste de Safran comme la française Turbotech, dont le petit moteur d'avion sert de banc d'essai pour tester la combustion directe

d'hydrogène dans une turbine. Ou encore l'américaine Electra, qui a développé un turbogénérateur dans le cadre de son projet d'avion hybride électrique intra-urbain. D'autres intéressent plus spécialement ses activités d'équipementier, comme la canadienne Aeroflux, dont le système de freins électromagnétique pourrait, un jour, enrichir l'offre de Safran landing systems. Ou la britannique Cranfield Aerospace Solutions, qui travaille sur une pile à combustible. Il peut aussi s'agir de procédés industriels, comme le « frittage flash », version améliorée du pressage à chaud développé par la française Sintermat, qui pourrait être une alternative à la fonderie. Ou encore les équipements de fabrication additive de la française Prodways.

Déjà des succès

Mais Safran finance aussi des projets qui n'ont pas vocation à s'intégrer à ses activités, comme le captage de CO₂, avec l'américaine Avnos ou la recherche sur les carburants de synthèse, avec l'allemande Ineratec. « Nous voulons jouer notre rôle dans la transition énergétique de l'aviation, en prenant une part du risque », explique Florent Illat.

Et si la plupart de ces start-up sont encore à leurs débuts, certaines ont déjà quitté le nid, validant ainsi l'intérêt de la démarche. C'est le cas de Krono-Safe, une jeune pousse française à l'origine du premier système d'exploitation en temps réel pour véhicules autonomes, dans laquelle Safran avait investi en 2016. L'entreprise, dont les logiciels servent notamment aux calculateurs des avions, s'est révélée si prometteuse que Safran a finalement décidé de l'intégrer en 2022.

Autre succès, celui de Diota, spécialisée dans la réalité augmentée à destination des opérateurs de lignes de production. Ses équipements – caméra, lunettes et tablettes, leur permettent de comparer une production avec les modèles numériques. Après une mise de fonds en 2016, Safran a pu céder ses parts il y a deux ans, et Diota vole désormais de ses propres ailes.

En dix ans, Safran CV n'a connu qu'un seul échec, avec une société engagée dans la recherche sur les batteries lithium-soufre. Des batteries très prometteuses, en particulier pour l'aéronautique, mais dont la durée de vie reste trop brève. Comme celle de ses acteurs. « Elle n'a pas réussi à passer la crise sanitaire », regrette Florent Illat. ■